

3) La croissance du secteur de recherche publique.

Si le développement des forces productives amène la science au rang des forces productives directes,

1) ce phénomène ne représente qu'une tendance inégalement réalisée selon les divers secteurs de la production.

2) Il n'existe pas un processus continu qui va de la recherche fondamentale à la production de marchandises nouvelles, mais un cycle émiété où les différents secteurs de production scientifiques sont encore très largement cloisonnés (ce qui est particulièrement vrai pour la France : recherche fondamentale effectuée dans sa majeure partie dans l'université ou le CNRS ; recherche de développement liée aux entreprises, sans aucune liaison directe entre les deux). Cette coupure que l'aile avancée de la bourgeoisie essaye de faire disparaître (régionalisation des universités, démantèlement du CNRS, liaison plus directe de la RF avec la production par le biais des centres de recherche industrielle collective, mobilité des chercheurs de la recherche physique vers l'industrie) place les travailleurs du secteur de la recherche publique dans une position à part des techniciens, ingénieurs, chercheurs des secteurs de pointe de la production.

1) Le secteur de recherche publique connaît la mutation de la recherche fondamentale qui passe du stade artisanal au stade industriel

2) Ce phénomène d'industrialisation ne touche pas également les différentes branches de recherches, très poussé dans les recherches « lourdes » (astronautique, physique nucléaire, voir CEA) il affecte à peine la biochimie, la biologie où les équipes gardent encore largement un caractère artisanal et les sciences humaines.

3) Par leur marginalité avec la sphère de production, les centres de recherches publiques réalisent des concentrations variables de travailleurs technico-scientifiques (de quelques centaines à quelques milliers) soit complètement isolés, soit insérés dans un campus universitaire et donc marqués directement par les mobilisations du mouvement étudiant.

4) Ce secteur est marqué par une bipolarisation politique d'une part par la radicalisation du mouvement étudiant, d'autre part par le mouvement ouvrier traditionnel (syndicats).

Les couches enseignantes

On parle couramment de milieu enseignant alors que derrière cette expression se cache une réalité extrêmement hétérogène de couches de travailleurs apparues à des époques différentes de l'histoire du capitalisme, ayant connu des expériences politiques très différentes dont en fait le seul cadre unificateur reste l'existence d'une institution scolaire centralisée au niveau de l'Etat (cadre que la politique de la bourgeoisie tend à faire éclater).

Une analyse de cette hétérogénéité nous est indispensable à la fois pour comprendre les caractéristiques du phénomène de radicalisation de ce « milieu » et y adapter notre intervention.

La troisième révolution industrielle et le bouleversement scientifique et technique permanent qu'elle suscite va créer de nouveaux besoins en cadres scientifiques, techniciens, etc., et donc nécessiter le gonflement de nouvelles branches d'éducation à deux niveaux :

1) élever le niveau moyen de connaissance générale nécessaire à l'assimilation des connaissances techniques

ultérieures. C'est la croissance énorme de l'enseignement secondaire.

2) assurer une formation spécialisée soit théorique : université, grandes écoles, ou plus axée sur la formation technologique : écoles d'ingénieurs, IUT.

En quelques années un nouveau corps enseignant va se former qui va se distinguer du milieu instituteur traditionnel :

1) parce que comme couche sociale elle apparaît dans des conditions historiques totalement nouvelles.

a) confronté d'emblée avec un appareil d'Etat ayant muté de la forme parlementaire à la forme d'Etat « fort », ce qui implique des rapports totalement différents de ceux existant sous la 3ème République entre la bourgeoisie et les instituteurs ;

b) confronté à un mouvement ouvrier sous hégémonie stalinienne et où la social-démocratie s'effondre (même si la FEN reste le seul bastion social-démocrate).

2) parce que c'est dans ces secteurs de formation que la double fonction de l'enseignement : — formation de la force de travail ; — inculcation de l'idéologie bourgeoise, est la plus pleinement riche de contradictions (élever le niveau général des connaissances et maintenir le carcan idéologique bourgeois) et donc sera le plus frappé par la crise des valeurs bourgeoises.

Le milieu instituteur traditionnel ne sera que peu marqué par les changements de la troisième révolution industrielle. L'influence politique acquise par les sociaux-démocrates au cours du processus de constitution de la FEN restera hégémonique malgré un grignotage progressif par le PC.

Il va connaître la crise idéologique qu'indirectement par le biais des jeunes instituteurs marqués par la crise de la jeunesse scolarisée.

II —

A. 1) Embrigement par la bourgeoisie.

Le problème va se poser pour la bourgeoisie à partir du moment où ces couches apparaissent dans le champ social en tant que couches remplissant des fonctions nouvelles par rapport à la sphère de production.

Le professeur de lycée ou d'université n'a plus comme fonction de former les enfants de la bourgeoisie, le chercheur n'est plus un « savant » absorbé dans la recherche de la connaissance au dessus du monde, la vendeuse, le technico-commercial subit moins directement la tyrannie du patron, en raison de la liaison sociale du travail croissante, le cadre n'est plus dans les secteurs de pointe le fidèle auxiliaire du patron chargé de veiller à la bonne marche de la production. Leur position sociale n'est plus celle de l'époque où ils se tournaient naturellement vers le grand capital (sauf exception individuelle propre à l'intelligentsia). La bourgeoisie va être amenée, dans le même temps où les impératifs de développement de la production suscitent l'apparition de ces nouvelles couches, à les soumettre à un phénomène de prolétarianisation. Pour maintenir l'influence de son idéologie alors (si elle s'attaque à des secteurs autrefois privilégiés) elle aura recours :

1) à l'installation d'une structure hiérarchique extrêmement complexe visant à diviser ces couches de travailleurs en multiples sous-catégories ;

2) à la mise en place de syndicats de cadres sous contrôle du grand patronat (type CGC) alliant à une défense étroitement corporatiste (visant à maintenir la